

M. le Premier ministre, Mesdames, Messieurs,

devant le tribunal de ResPublicaNova, notre société se juge elle-même. Les élites doivent ainsi comparaître devant la démocratie et faire la preuve de leur droit de cité. Levez-vous, accusés ! Vous les riches ! Vous les puissants ! N'êtes vous rien d'autre que des parasites, des accapareurs, des profiteurs ? Aristocrates de la modernité, défendez-vous, éteignez par vos arguments la lanterne que la foule allume pour vous pendre. Une nouvelle fois sur l'Aventin, la plèbe s'est retirée. Reste à savoir si l'apologue fera mouche ou scellera votre sort.

Développons d'abord l'armature invisible de cette question.

Si la démocratie est un système dans lequel la souveraineté est exercée par le peuple, cela ne préjuge en rien de la stratification d'une société. Les élites ne sont jamais que ce qu'il y a de meilleur, ce qui explique d'ailleurs le pluriel de la question. Il ne peut exister que *des* élites, soit les plus habiles, les plus compétents pour chaque activité. Démocratie et élites ne sont pas situées sur un même plan, *a priori*.

*A priori*, car si cela était absolu, alors le sujet ne serait qu'une maladroite confusion. Nous verrons que l'élite peut comparaître devant le corps électoral en tant que tel, mais de la démocratie, c'est d'abord l'égalité qui somme les élites de justifier de leur existence. Quelques mots alors pour expliquer en quoi la démocratie implique nécessairement l'égalité.

Montesquieu fait reposer le régime démocratique sur la vertu. Il la définit comme étant l'amour de la République. Or, l'amour de la République se définit lui-même comme l'amour de la démocratie qui n'est autre que l'amour de l'égalité. Il suffit seulement de feuilleter la *Démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville pour y trouver que l'égalité y est omniprésente.

Tous deux parviennent à ce constat naturel, l'un parce que la démocratie antique reposait sur l'idée d'*isonomie*, l'égalité devant la loi, l'autre parce que les migrants du *May Flower* étaient une communauté d'égaux.

Les Révolutionnaires français ont donné comme devise à la France la Liberté et l'Egalité, cette dernière ayant soulevé les plus grandes passions. Mais il faut s'entendre sur les deux acceptions fondamentales de l'égalité. Certains les opposent, d'autres dont nous sommes les jugent complémentaires. Il y a l'égalité formelle, devant la loi. Et il y a l'égalité réelle, celle des conditions. Montesquieu comme Tocqueville consacrent de longs développements à cette égalité matérielle, l'un aux lois somptuaires ou agraires de l'Antiquité, l'autre aux successions qui brisent les fortunes héréditaires, *organisent* une égalité sans cesse rétablie. Cette deuxième facette de l'égalité est donc fondamentale.

Nous pouvons alors réajuster notre question et constater que les élites comparaissent à la fois devant l'égalité formelle et devant l'égalité réelle. Notre logique est la suivante : l'égalité réelle est le substrat, l'égalité formelle est le principe, et la combinaison des deux doit réaliser l'idéal républicain démocratique.

Il nous faut maintenant choisir, pour ce qui concerne les élites, entre la plaidoirie et le réquisitoire. Mais avant, tâchons de nous donner des repères en voyant les apôtres de l'élite et les sycophantes de l'égalité. Ces deux extrêmes nous montrent entre quelles bornes peut se situer l'équilibre. Il s'agit de l'élitisme d'un côté et de l'égalitarisme de l'autre.

Convoquons sans plus attendre devant ce tribunal les thuriféraires de l'élitisme assumé, ceux qui veulent le triomphe des meilleurs et que les faibles et les nuls demeurent à leur place. Le darwinisme social, l'eugénisme, l'élitisme des castes, voilà ce dont il s'agit. Du constat, réel, que les hommes ne sont pas égaux devant le talent et l'intelligence, qu'à tout groupe humain il faut un corps et une tête, ils en tirent la conclusion que la masse et l'élite doivent être séparées comme le bon grain de l'ivraie. Cet élitisme

conduit à l'enfermement, à l'exclusion de ce qui ne cadre pas dans le tableau idyllique. L'intérêt de caste prévaut sur l'intérêt général, les élites se construisent contre et aux dépens de la masse... elles en oublient par et pour qui elles existent. Elles manquent à leur devoir. Qu'elles relisent ce magnifique passage du *Lys dans la vallée* : Noblesse oblige !

Aussi est-ce la concorde qui est menacée quand l'élite exploite et ne sert plus, quand elle profite et ne bénéficie plus à personne. C'est la rupture d'un lien tel celui qui unit le roi à son peuple : la hache ou le couperet se rapprochent alors, dangereusement.

Et le bourreau porte un nom : l'égalitariste, le niveleur, celui pour qui raccourcir l'échelle sociale suppose souvent de séparer le corps de la tête au sens propre. Nous l'appelons à la barre. Car il doit justifier de sa logique. Sous prétexte que les élites sentent le renfermé, faut-il les amputer ? La gangrène guette-t-elle vraiment ? N'est-ce pas abattre un arbre sain car des fruits trop mûrs ont commencé de pourrir ? L'égalitarisme est probablement le pire moyen d'obtenir l'égalité, il est en revanche le plus efficace pour organiser la médiocrité généralisée, nous y reviendrons.

Ainsi, entre Charybde et Scylla, le cap doit-il être fixé et tenu. Soyons fermes. Si le constat de la crise des élites actuelles est évident et appelle une solution, celle-ci ne saurait être le rabaissement des élites. L'affaïssement généralisé signifierait, *in fine*, la mort de la démocratie.

Aucun autre régime, en effet, n'est plus la proie de la démagogie que la démocratie, et la démagogie se nourrit des idées simples et faciles, des principes péremptoirs et des aphorismes absolus que seule une élite responsable et reconnue peut dénoncer.

Ce qui me fait penser à ceci : n'est-ce pas l'élite qui a fait les Lumières ? Voltaire défendant Callas, c'est l'élite qui secoue l'absolutisme. N'est-ce pas l'élite qui a conduit la Révolution ? Bailly prêtant serment, Mirabeau refusant l'injonction royale, Danton exigeant l'audace, c'est l'élite qui incarne la Révolution. Gambetta qui démet MacMahon, Clemenceau et Jaurès qui défendent Dreyfus, Blum qui unit les intellectuels, n'est-ce pas encore une fois l'élite qui fait vivre la démocratie ? Et aujourd'hui... les élites ne sont-elles pas indispensables à la construction des nouvelles démocraties arabes ? Alors oui, nous l'affirmons, ce phénomène social, qu'on voit mal abolir en une heure, l'élite, est non seulement un fait inéluctable, mais une réelle nécessité. Oui, la démocratie a besoin d'élites.

D'ailleurs, j'irai plus loin, nous avons non seulement besoin d'élite, mais l'élite est un aspect de notre idéal. Cet idéal, nous voulons y œuvrer, tout en sachant que le spectacle de sa réalisation nous sera probablement refusé, à nos enfants encore, mais qui un jour ravira les bénéficiaires de cette si haute réalisation d'humanité. Cet idéal, le voici : *Nous voulons qu'une exigence sans cesse plus élevée soit atteinte par un nombre sans cesse croissant d'individus.*

Nous développerons notre propos de la manière suivante. La condition nécessaire à la réalisation de cet idéal réside dans la lutte contre les inégalités économiques qui sont un frein à l'ouverture des élites. Il y faut ensuite une mise œuvre sous la tutelle de l'égalité formelle, et ici c'est l'illusion de l'égalité, le refus des inégalités naturelles qui le met à mal et en retarde l'avènement. Cet avènement, il ne sera possible que s'il est voulu, par le plus grand nombre et sur le long terme : la démocratie a notamment besoin d'élites politiques.

*L'égalité réelle comme condition d'une élite acceptable en démocratie*

S'il est vrai que les inégalités sociales constituent un élément valable de la critique des élites actuelles, il est nécessaire d'élargir l'analyse. Les places hiérarchiques d'une société sont comme des biens que se disputent les acteurs d'un véritable marché. Nous devons donc exposer ce mécanisme, en souligner le vice actuel et en démontrer l'inéluctable blocage en l'état actuel de notre société inégalitaire.

La hiérarchie sociale se compose de positions rares auxquelles est attribuée une valeur (essentiellement le revenu associé). Il y a donc un véritable marché, un jeu à somme nulle ou quasi nulle qui implique s'il y a des gagnants, qu'il y ait des perdants. L'ascenseur social ne fonctionne donc réellement que si il monte et descend également. Tocqueville ne dit pas autre chose quand il décrit ces enfants d'un ancien magnat redevenus artisans ou avocats. Mais l'égalité relative des conditions est nécessaire pour qu'un tel phénomène soit admis.

Or, les inégalités matérielles sont aujourd'hui effrayantes et inscrites dans un contexte social de crise dominé par la crainte du déclassement. Cette peur de la chute, cette nécessité de se sauvegarder économiquement sans même espérer une progression, celle-ci paraissant aussi illusoire que la déchéance semble certaine, tout cela conduit les familles à élaborer les stratégies de ce sauve-qui-peut général.

Cette attitude en vient à bloquer le marché. Un marché repose sur la libre concurrence qui, à défaut d'être pure et parfaite, doit au moins permettre un commerce de bonne foi autour de rapports de forces clairs et légitimes. Mais un marché peut par conséquent être faussé dès l'instant où cette concurrence est détournée par des manœuvres, des ententes, de nature à instaurer des monopoles et autres abus de position dominante.

En l'espèce, de telles ententes, de tels abus existent. La reproduction sociale à laquelle nous assistons aujourd'hui est pour partie naturelle (entrer dans la même voie que ses parents n'est pas anormal), mais elle est aussi pour partie le fait d'un privilège. Savamment orchestré, dissimulé sous des procédures largement conçues pour permettre cette reproduction. Ou plus simplement, par le mécanisme de l'héritage etc. Il y a aussi des manœuvres plus directes : le piston, bien sûr ; l'évitement, c'est-à-dire pour les parents, notamment, l'idée d'exploiter une connaissance du système scolaire pour en éviter la carte, placer ses enfants dans les meilleurs (ou prétendus tels) établissements et s'assurer ainsi de meilleures chances d'accéder à une bonne formation et un travail.

Ainsi, ce véritable marché, vicié par des inégalités criantes et une crise sociale menaçante, ne connaît pas de vraie concurrence. Ceux qui sont tout en bas n'ont pratiquement aucune chance de monter. Les classes moyennes stagnent voire se déclassent structurellement. Quant aux élites économiques, elles sont à l'abri du besoin, et ne peuvent donc que progresser... encore faut-il que cela ait un sens, progresse-t-on dans l'opulence démesurée ?

Quoi qu'il en soit, l'élite est un phénomène de stratification, c'est certain. Mais il ne peut devenir acceptable en démocratie que si la circulation entre générations est rendue possible, que si cette stratification n'est pas une sédimentation figée et indépassable. Sinon, les élites deviennent castes, et les destins des fatalités, dramatiques pour les uns, confortables pour les autres, mais toujours inéluctables. Il faut à une société démocratique la chance de faire mieux, qui a pour corollaire le risque de faire moins bien. C'est cela, l'ascenseur social, ni plus ni moins.

Cette faculté de monter pour les uns suppose donc fatalement un danger de descendre pour les autres. Par conséquent, il faut rendre cette circulation acceptable pour tous. C'est pourquoi nous considérons que l'égalisation relative des conditions est une condition *sine qua non* à la mise en place d'une élite démocratique, c'est-à-dire d'un système méritocratique. Nous ne parlons pas d'une égalité parfaite, bien sûr, mais de l'absence de trop fortes inégalités, et d'une sauvegarde absolue contre la misère. Les économistes diraient que nous souhaitons un bien meilleur indice de Gini. Cela est vrai.

Mais cette question de l'argent ne porte pas seulement sur l'acceptabilité de l'élite, elle soulève également la question de son étalon, car si la hiérarchie sociale est un marché, elle ne doit pas

nécessairement être dominée par l'argent, bien au contraire. Or, comme le disait Letourneau dès 1889 : « *bien ou mal acquis, gagné ou hérité, l'argent, dans notre civilisation contemporaine, tient à peu près lieu de toutes les vertus et qualités* ». Nous pensons, qu'en effet, la société de consommation a eu pour effet de pervertir l'ensemble des élites. En guise d'illustration, je veux rapporter ces propos d'un polytechnicien à une normalienne, lui expliquant qu'elle ne fera jamais partie de l'élite car elle ne gagnera jamais assez d'argent. C'est véritablement que le savoir, l'autorité morale, ne sont plus aujourd'hui que coquetteries et n'apportent plus de reconnaissance sociale.

L'élite est devenue économique et médiatique. L'argent, et la montre, voilà l'étalon de la véritable élite d'aujourd'hui. Les penseurs, les polémistes de renom, sont ceux qui ont leur émission, leurs entrées. L'élite littéraire va de même. Il faut vendre, faire parler de soi, et ainsi le grand écrivain se juge aux tirages et aux scandales.

Etre un grand professeur d'université vous donne une satisfaction toute personnelle, un cercle d'amis mandarins, et une complète indifférence du corps social à votre endroit. Vos écrits ne sont lus que par vos pairs, votre université devient tour d'ivoire.

L'élite économique ne vaut guère mieux. Le tout-argent a conduit à la mainmise du capital sur l'ensemble du système. Et le capital, c'est d'abord l'actionnaire. Le management actuel, du plus petit salarié au patron, ne vise ainsi plus du tout à la meilleure qualité des produits, à la meilleure compétence des employés, à la meilleure organisation du travail etc. Il vise simplement à « presser le citron jusqu'à ce que les pépins craquent ». François Dupuy l'a bien montré dans sa *Fatigue des élites*, le capitalisme actuel où l'argent devient l'alpha et l'oméga dépossède les cadres et les dirigeants de toute prise de décision, de toute considération personnelle par la création et le risque. De hauts salaires tentent de prévenir les troubles, d'endormir les concernés. Pour combien de temps ?

L'élite politique se fourvoie dans le même travers. Tout d'abord d'un point de vue fondamental : les programmes sont d'abord et avant tout économiques. La politique devient ainsi une vaste intendance où plusieurs candidats au poste de cantinier en chef proposent leur organisation modèle. Le progrès de la civilisation, l'augmentation et la diffusion du savoir, en un mot : l'émancipation, est reléguée au rang d'accessoire. Et j'éviterai le sujet des indemnités... le fait que le meilleur moyen de résoudre le cumul des mandants soit de supprimer le cumul des indemnités est assez parlant.

Pour autant, même si d'autres valeurs peuvent intervenir (honneurs, dignités, reconnaissance des pairs, etc.), même si certaines élites – intellectuelles, professionnelles ou sportives – sont dissociées d'une fortune matérielle garantie, notre propos sur un marché qui se bloque par défense des privilèges et reproduction sociale reste pertinent.

« *L'aristocratie a trois âges successifs, nous dit Chateaubriand : l'âge des supériorités, l'âge des privilèges et l'âge des vanités. Sortie du premier, elle dégénère dans le second et s'éteint dans le dernier* ». Il faut donc ajouter encore dans ce domaine des conditions matérielles une grande vigilance pour la démocratie à cantonner l'argent dans son rôle de simple outil de facilitation des échanges. C'est peut-être idéaliste, mais cela semble néanmoins nécessaire. Notons que cela peut-être facilité par une transition écologique qui s'impose, dont l'effet sur la mondialisation peut également augmenter les marges de manœuvres. Au fond tout est lié.

Aussi, si toutes nos élites, proches de la vanité la plus absolue, risquent-elles de s'éteindre, il ne le faut pas ! Nous le répétons, la démocratie a besoin d'élites. Si nous parvenons à rassurer notre société sur le risque de déclassement, si nous ramenons les inégalités à un niveau acceptable, alors nous pourrons remettre le système élitiste de la démocratie en marche, un élitisme de civilisation tourné vers l'émancipation. Il convient donc d'examiner comment celui-ci doit fonctionner.

*Les difficultés de l'égalité formelle : comment le totem et les tabous de l'égalitarisme maintiennent l'inégalité et entravent le progrès.*

L'égalité formelle suppose une solution préalable à la question sociale de l'égalité réelle. Mais elle suppose également une acceptation des inégalités qu'une société reconnaît comme fondées et légitimes pour asseoir les distinctions. C'est pourquoi nous voulons développer l'argumentation suivante :

Contre le tabou de l'inégalité, affirmer la nécessité d'admettre les inégalités entre les hommes, tout en organisant leur limitation à la racine, là où elles se créent.

Contre le totem stérile d'un égalitarisme purement formel qui ne fait que permettre la reproduction des inégalités, assumer l'organisation d'une élite au bénéfice de la démocratie.

Il faut admettre que les hommes sont inégaux, et qu'il est des inégalités légitimes. L'égalitarisme refuse ce constat. Il veut voir le monde comme une collection de semblables parfaitement égaux et dont aucun n'a de titre pour proclamer son autorité sur les autres. Mais cette position est néfaste en plus d'être absurde. C'est la position d'un certain gauchisme passionnel, protestataire et finalement conservateur par ses effets. Celui de certains jeunes notamment, qui pensent le monde tel qu'il devrait être et oublient ce mot de Jaurès : « *Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* ». Croire que les hommes sont vraiment égaux, que les inégalités que l'on constate ne sont que des injustices, que nul homme ne peut prétendre à une quelconque autorité... dans la bouche de ceux-là même qui passent leur vie à donner des leçons, cela fait sourire. Que l'on songe qu'ils sont l'avenir de la gauche... et cela fait souffrir.

L'égalitarisme, c'est ramener l'élite à la masse : c'est donc considérer que Zola et Marc Lévi, c'est tout comme, que Bach ne vaut pas plus que Renan Luce, que la Joconde n'est qu'un tag pour snobs... Retirez de l'histoire la pulsion pour le mieux, le meilleur, le grand, vous n'aurez que des ambitieux et plus aucune ambition, vous n'aurez que petitesse et médiocrité, un relativisme stérile dans lequel l'humanité, bien que grouillante, sera devenue immobile. Comme Tocqueville, je veux bien renoncer à ces petites vertus de la bien-pensance pour ce vice qu'est l'orgueil, car il a le mérite de porter l'esprit humain au progrès et au sublime.

« *Le véritable progrès démocratique, nous dit Gustave Le Bon, n'est pas d'abaisser l'élite au niveau de la foule, mais d'élever la foule vers l'élite* ». Nous sommes d'accord. Il faut donc à la foule l'humilité de reconnaître qu'elle n'est *qu'en route* vers la perfection. Il faut donc à l'élite l'humilité qui sied à l'avant-garde *également* en chemin, et surtout, la conscience de la responsabilité qui est la sienne : élever ceux qui n'ont pas bénéficié des déterminations qui l'ont produite.

Le principe, Montesquieu nous l'a donné : « *toute inégalité dans la démocratie doit être tirée de la nature de la démocratie et du principe même de l'égalité, qui ne peut être ôtée que pour l'utilité de la démocratie* ». C'est la réponse de nos pères, gravée dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen à l'article 6 : « *Tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents* ».

Mais il faut s'entendre sur l'attitude à adopter devant de telles inégalités. D'ores et déjà, il faut distinguer les inégalités naturelles des inégalités sociologiques. Car il y a probablement des inégalités qui viennent de la nature de chacun de nous, son génome, sa physiologie, son caractère. Ces inégalités sont intouchables, sauf à se risquer à l'eugénisme. Puis il y a les inégalités sociologiques également inaccessibles à la société : l'éducation familiale, les aléas de la vie, toutes ces déterminations qui font que deux jumeaux parfaits ne seront pas identiques. Enfin, il y a les inégalités sociologiques que l'on peut atteindre. Nous avons parlé des inégalités de conditions, elles se rejoignent partiellement. On peut s'attaquer dès la racine, par une scolarisation précoce, à cette inégalité terrible qui fait que sur deux

enfants de trois ans, l'un maîtrise trois cent mots, l'autres trois mille. On peut s'attaquer par une politique volontariste, à cette inégalité qui fait qu'un enfant travaille dans une pièce commune où la concentration est impossible, et un autre à un bureau individuel et dans le calme. On peut s'attaquer également à cette inégalité qui fait qu'un enfant est plongé dans un milieu trop homogène (riche ou pauvre d'ailleurs), dans lequel on l'enferme pour son avenir et son état d'esprit. La liste serait longue.

Mais si l'on combat les inégalités à la racine pour les supprimer dans la société de demain, on doit également les réparer pour la société d'aujourd'hui. Aussi faut-il que, tout au long de la vie, des opportunités soient offertes à ceux dont la vie a entravé l'épanouissement optimal, pour se compléter et pour s'élever encore et toujours. Cela concerne sûrement tout le monde, au demeurant.

L'élitisme démocratique commence en analysant comment la masse, dans son ensemble, peut être élevée et émancipée. L'émancipation, voilà l'idéal ultime de toute pensée progressiste, continuation de la Révolution française.

Le tabou des inégalités étant levé, encore faut-il en tirer les fruits en abattant le totem de l'égalitarisme formel. Car si l'égalitarisme réel est une erreur, l'égalitarisme formel est une véritable faute. Non seulement il ne permet pas de combattre les inégalités à la racine, mais il laisse la sanction des inégalités profitables aux profiteurs eux-mêmes. L'égalitarisme donne le champ absolument libre aux élites pour s'organiser et se reproduire. Fermant les yeux, il décuple l'injustice et abandonne la justice et le progrès.

Briser l'égalitarisme formel ne signifie pas remettre en cause l'égalité formelle. Au contraire, cela peut permettre non seulement la formation d'une élite renouvelée et responsable, mais également d'en élargir la base de recrutement. C'est cela qui peut permettre l'élévation générale. Le maître-mot, ici, est l'exigence.

Le système éducatif doit exiger de chacun le meilleur de lui-même. La reconnaissance que ce meilleur n'est pas identique chez tous implique une plus grande individualisation des parcours, des apprentissages. Plus tard – on pourrait débattre de l'âge exact – il y a aura fatalement des voies de plus ou moins grand prestige. Mais toutes doivent être d'excellence.

Le système actuel est bloqué, notamment en raison de l'état du marché social dont nous avons parlé. Il n'est pas normal que les classes préparatoires et les grandes écoles soient devenues les outils de reproduction sociale les plus efficaces au monde. Elles devraient justement être le moyen de mettre en route ce marché ascendant et descendant. L'idée souvent proposée est celle d'une fusion avec les universités. Or, chacun sait ce que cela signifierait : un logo apposé, rien de changé. Pour en être autrement, il faudrait briser l'égalitarisme formel de l'Université pour briser la reproduction systématique des grandes écoles. Cela signifie réorganiser l'Université en diversifiant ses parcours, plus ou moins longs, et en décuplant le niveau d'exigence. En somme, il faut réduire l'écart entre un rythme préparatoire aliénant – et débouchant souvent sur un rythme d'école dilettante – et un rythme universitaire indolent.

Alors, l'idéal pourrait être atteint : pousser chaque enfant au bout de lui-même, recruter l'élite sur la base la plus large possible, se disputer des places dont les différences matérielles sont si faibles que seul l'ego en est froissé.

Mais la nécessité démocratique pour l'élite exige aussi de celle-ci une responsabilité et un contact avec la masse. Le système actuel est vicieux en ce qu'il organise des élites par petits groupes, petits corps, où chacun a ses galons, sa carte de visite. L'ensemble forme un grand club parfaitement distinct et détaché du reste de la société. C'est là le grand intérêt d'une fusion avec l'Université. Même si en son sein des filières d'élite se font jour, on peut organiser un contact permanent qui suscite l'humilité mutuelle et la responsabilité partagée. Il faut aussi, probablement, rétablir l'idée qu'un diplôme est moins important qu'une histoire individuelle. Il faut, sûrement, supprimer le droit acquis à un poste supérieur au plus jeune âge sur la base d'une école renommée, rétablir des carrières où l'on commence moins haut que l'on devrait. Il faut apprendre à obéir pour savoir gouverner, leçon de Fénelon pour un prince mais que les citoyens devraient faire leur.

Cet élitisme républicain, réaliste sur les inégalités qui traversent l'humanité, mais idéaliste sur le traitement de celles-ci en vue de l'émancipation du genre humain, il nécessite comme toute réforme d'être impulsé et soutenu par une pression citoyenne constante et attentive.

*Les élites politiques dont la démocratie a le besoin impérieux.*

Tout ce qui précède, tant l'aspect d'égalité matérielle nécessaire à l'accomplissement de l'égalité formelle que la mise en place des modalités de cette dernière, ne saurait se réaliser sans que la politique associée ne soit mise en œuvre et soutenue par une opinion publique active. Il est une élite dont la démocratie a le besoin impérieux, qui en constitue même la sauvegarde avant d'en être l'organe du progrès : c'est l'élite politique des citoyens et des élus.

Le corps électoral ne saurait être considéré comme un tout homogène où chaque électeur est fongible. L'abstention suffit à démontrer la réalité de cette assertion. Mais c'est essentiellement l'existence d'une minorité particulièrement active de militants politiques qui en constitue la réalité la plus évidente. Les mass médias ont ceci de particulièrement pervers qu'ils créent l'illusion qu'à travers la lucarne magique on peut se trouver directement en contact avec le candidat ou le responsable politique. Cela est vrai pour lui, et les élections ne se gagnent plus sur les marchés du dimanche mais sur les journaux de 20h et les unes des « gratuits ». Mais pour le citoyen, même le plus informé, cela conduit à l'indolence.

Je ne m'attarderai pas sur le citoyen qui ne vote pas, ne lit aucun journal, ne regarde qu'occasionnellement les informations, et qui, quand il vote, proteste contre sa condition et n'est séduit que par une formule particulière qui l'a touché directement. Il est de tout temps et le progrès consiste en son éradication.

Prenons plutôt ce type à la charnière entre le citoyen actif et le citoyen passif, inutile aurait dit Thucydide. Il est instruit, il lit les journaux, il a un regard critique sur les informations du 20h, se passionne pour des émissions politiques, lit des essais, vote à chaque élection... mais demeure un parfait spectateur. Il peste quand une candidate maladroite est désignée, il se réjouit de voir revenir un homme d'Etat, et espère que les choses vont changer. Mais il laisse la politique à cette petite minorité qui, dans les partis, milite, progresse, devient élu et patauge dans la marre stagnante des clientèles et des allégeances. Il ne se rend pas compte qu'en n'étant qu'un consommateur d'étiquettes aux élections, il manque parfaitement au rôle que la démocratie lui assigne.

Rappelons le principe qui guide ici notre pensée. Alain l'a très bien développé à longueur de propos et il se résume ainsi : le citoyen contrôle l'élu, l'élu contrôle l'exécutif dont l'administration est le prolongement. Ce contrôle ne doit pas se limiter aux seules échéances électorales. Il doit être un contrôle permanent et diffus.

Or, dès 1948, le doyen Vedel faisait remarquer que la séparation des pouvoirs n'existait plus tant le système des partis avait soudé l'exécutif au législatif. La Ve République s'est chargée d'asservir définitivement le second au premier si bien que toute la réalité du pouvoir se situe dans les instances dirigeantes des partis politiques.

L'autre conséquence du système partisan est de rompre le lien direct entre l'électeur et l'élu. L'électeur choisit une étiquette, rarement un homme. Or, comme le disait encore Alain, je me soucie moins de la couleur du drapeau que de la fermeté – entendre notamment la probité – de celui qui tient la hampe. Le contrôle direct sur l'élu ne peut donc se faire qu'avec le parti politique.

C'est par conséquent là où le pouvoir se donne, d'ailleurs souvent de la main à la main, que l'attention du citoyen doit se porter.

Ce qui m'amène à préciser notre propos : il faut à la démocratie quatre élites politiques. Des citoyens d'élite, des élus du meilleur aloi. Et deux éléments intermédiaires : associations et syndicats d'une part, médias et intellectuels d'autre part.

Le premier pan nécessite qu'un nombre plus important de citoyens s'engage directement dans les partis politiques pour demander des comptes, avec humilité et sens des proportions. Elle nécessite dans le même temps que les partis s'ouvrent, par des primaires ouvertes et des rencontres régulières, à ces citoyens éclairés auxquels il ne manque que les occasions de passer de la passivité à l'activité salutaire.

Bien sûr, les citoyens ne changeront pas sans une impulsion, ni les partis ne voudront cela sans une certaine contrainte. C'est pourquoi il faut, et nous voulons œuvrer à cela, que des structures tampons organisent cette rencontre nécessaire et pourtant si difficile entre le monde politique et le grand public cultivé qui doit animer le corps électoral.

Le second pan nécessite d'abord une presse de qualité. La collusion entre les médias et le pouvoir doit cesser. Les fonds publics doivent bien sûr être mobilisés pour assurer cette garantie d'indépendance, mais l'indépendance véritable n'existe que par une farouche détermination soutenue par une opinion publique venant en renfort. Le contrôle permanent des citoyens sur les élus nécessite en effet une information régulière et intransigeante sur les élus quelle que soit leur collectivité. La presse locale, si forte et influente aux Etats-Unis, fait cruellement défaut à la France. Elle seule, permet à des professionnels d'apporter aux citoyens les informations indispensables à l'exercice de leur contrôle.

Ensuite, le monde associatif doit cesser de n'être qu'un pis-aller, palliatif pour citoyens en mal d'engagement dans un monde politique jugé pourri et où l'on se sent inutile. Bien sûr, les actions des associations sont concrètes, efficaces, et leurs succès dépassent de très loin les réalisations du monde politique proprement dit. Mais il ne s'agit généralement que de rustines immédiates, déconnectées d'un projet de transformation sociale à long terme. Les associations doivent jouer leur rôle de concert avec le politique pour réaliser la République et continuer la Révolution.

Il en va de même des syndicats. Absents des petites et moyennes entreprises, sclérosés dans les grandes entreprises et la sphère publique, ils sont trop peu les agents d'un progrès social généralisé et trop souvent les défenseurs de droits acquis ou de situations établies. Il y a une lutte qui a besoin d'eux et fait partie de l'idéal républicain. C'est, après le passage de l'esclavage au servage et du servage au salariat, le passage du salariat au travail associé. La lutte ne doit pas se faire en permanence contre le patron. Elle doit se faire contre le système économique d'exploitation par domination, pour l'établissement d'un système économique de coopération et de collaboration active entre agents économiques.

Nous nous montrons là d'une grande exigence, mais ce sont les élites dont la démocratie a besoin, que nous appelons de nos vœux et que la République exige.

*Oui, la République exige.*

*La République exige la concorde et la cohésion. Cela appelle des lois de successions brisant les fortunes qui ne doivent profiter qu'à ceux qui les ont faites et pas à ceux qui en héritent. Cela appelle une progressivité de l'impôt qui permette de s'acquitter de la dette que l'on contracte envers la société. Cela appelle d'organiser matériellement la solidarité issue de cette éternelle vérité qu'il n'est pas un homme qui n'ait besoin d'un autre homme.*

*La République exige de chacun de ses citoyens qu'il donne le meilleur de lui-même, mais elle exige par conséquent que la nation s'organise, notamment par l'Etat mais pas seulement, surtout pas seulement, pour permettre à chacun d'exprimer le meilleur de lui-même. La République est un idéal d'émancipation des Lumières. Ces Lumières doivent donc être offertes, mais également reconnues.*

*La République exige la reconnaissance des talents et des vertus, quels qu'ils soient, mais elle exige de ses élites un esprit de responsabilité. Les élites doivent ainsi allier l'humilité de leur condition encore imparfaite avec l'ambition de faire au mieux au bénéfice de tous. On ne se hisse pas au-dessus de la masse pour la dominer avec mépris. On s'élève pour servir la République en irradiant le corps social des modestes lumières que les déterminations diverses de notre être ont suscité en nous.*

*La République a besoin d'élites ayant la confiance de la nation, capables de la conduire et de l'entraîner. Garantie contre le dévoiement de la démocratie, sauvegarde contre la décadence, c'est ce rapport qui doit être restauré et entretenu.*

*La République, enfin, exige d'être réalisée. Elle exige des citoyens dignes d'elle. Elle exige des élus capables de l'incarner avec grandeur et bonté. Elle exige la tension constante d'une volonté publique déterminée pour établir progressivement mais sûrement un idéal de justice. Elle exige ainsi la lutte constante contre les bas instincts et les satisfactions animales. Elle exige la promotion des valeurs de la civilisation et du progrès.*

*Pour tout cela, des élites démocratiques sont non seulement possibles, mais indispensables. La démocratie a besoin d'élites, pourvu qu'elles soient conformes à ses principes.*

*Je vous remercie.*